

Six, ou du moins les pays du marché commun tout aussi bien que le groupe des Sept Cela ne sera rien d'autre que simplement une organisation d'encouragement, et elle n'aurait pas autorité pour favoriser le commerce de toute sorte, mais les buts et les objectifs doivent être établis, tout comme les Nations Unies ont leur propre but; et la charte, si elle doit être approuvée par ceux qui la ratifient maintenant, doit prévoir, de quelque façon, au moins des possibilités d'étendre ses barrières tarifaires entre l'Europe et l'Amérique?

M. RITCHIE: Je suis sûr que ce sera l'espoir de tous les pays membres que cette Organisation diminue la friction entre les pays d'un groupe commercial et ceux d'un autre groupe et également des pays en dehors de ces groupes.

Le sénateur LAMBERT: Cela sera plus que de la «friction». Il s'agira de «conflit» qu'il faudrait diminuer.

M. RITCHIE: Bien, monsieur, je sais que les Européens considèrent très sérieusement, entre eux, cette prétendue division économique de l'Europe. On pourrait s'attendre que cette Organisation fournisse un endroit où l'on pourrait discuter réellement les problèmes de cette sorte.

Évidemment, il y a toujours cet accord général sur les tarifs et le commerce où, les problèmes semblables peuvent faire l'objet de discussions d'une façon encore plus généralisée.

Le sénateur LAMBERT: Le groupe des Six comprendrait la Grande-Bretagne, je suppose, au moment où elle déciderait d'y participer, ou cette communauté est-elle fermée au point de ne pas vouloir favoriser l'entrée d'autres pays?

M. RITCHIE: Le groupe des Six, comme vous l'appellez, ou le Marché commun, repose sur un traité, le Traité de Rome. Cela ne veut pas dire qu'il ne peut y avoir d'autres parties signataires au traité, ou que d'autres pays ne peuvent pas adhérer jusqu'à un certain point aux ententes établies par ce traité. Il est cependant difficile de prévoir comment cela pourrait se produire. On entend beaucoup parler de ce que le Royaume-Uni songerait à faire, ou de ce que d'autres pays songeraient à faire au sujet du Royaume-Uni. Mais pour ce que j'en sais, il n'existe aucune base sérieuse sauf par voie de spéculation.

Le sénateur LAMBERT: Allons-nous nous éveiller un bon matin et apprendre que la Grande-Bretagne a terminé ses pourparlers pour devenir membre de ce bloc? M. Heath, dans sa déclaration citée l'autre jour à la Chambre, indiquait une tendance dans ce sens et d'autres déclarations sont également venues de Paris et Londres au même effet.

M. RITCHIE: Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il est plutôt improbable que l'on s'éveille un bon matin pour apprendre ce qui s'est produit. Le Royaume-Uni a indiqué, dans les déclarations formulées l'autre jour par M. Fleming à l'autre endroit, que le gouvernement du Royaume-Uni a clairement laissé entendre qu'avant de prendre toute décision, non pas qu'il soit nécessaire de prendre une décision, il y aurait une sérieuse consultation. En conséquence, je ne vois pas la possibilité de nous éveiller un bon matin pour apprendre qu'une telle chose s'est produite.

Le sénateur LAMBERT: Je suis bien d'accord, je force simplement la note, en laissant croire que nous pouvons nous éveiller un bon matin pour apprendre ce qui s'est produit, mais d'après ce que nous apprenons en suivant le cours des événements, il semble que l'on suive cette tendance.

Le sénateur MACDONALD (*Brantford*): D'après l'article 3, il m'a semblé qu'un pays devrait consulter les autres pays avant d'appartenir à une Organisation commerciale.

Le sénateur LAMBERT: C'est bien vrai. Je songe maintenant au groupe du marché européen lui-même. Cette convention ne change rien à ce groupe.